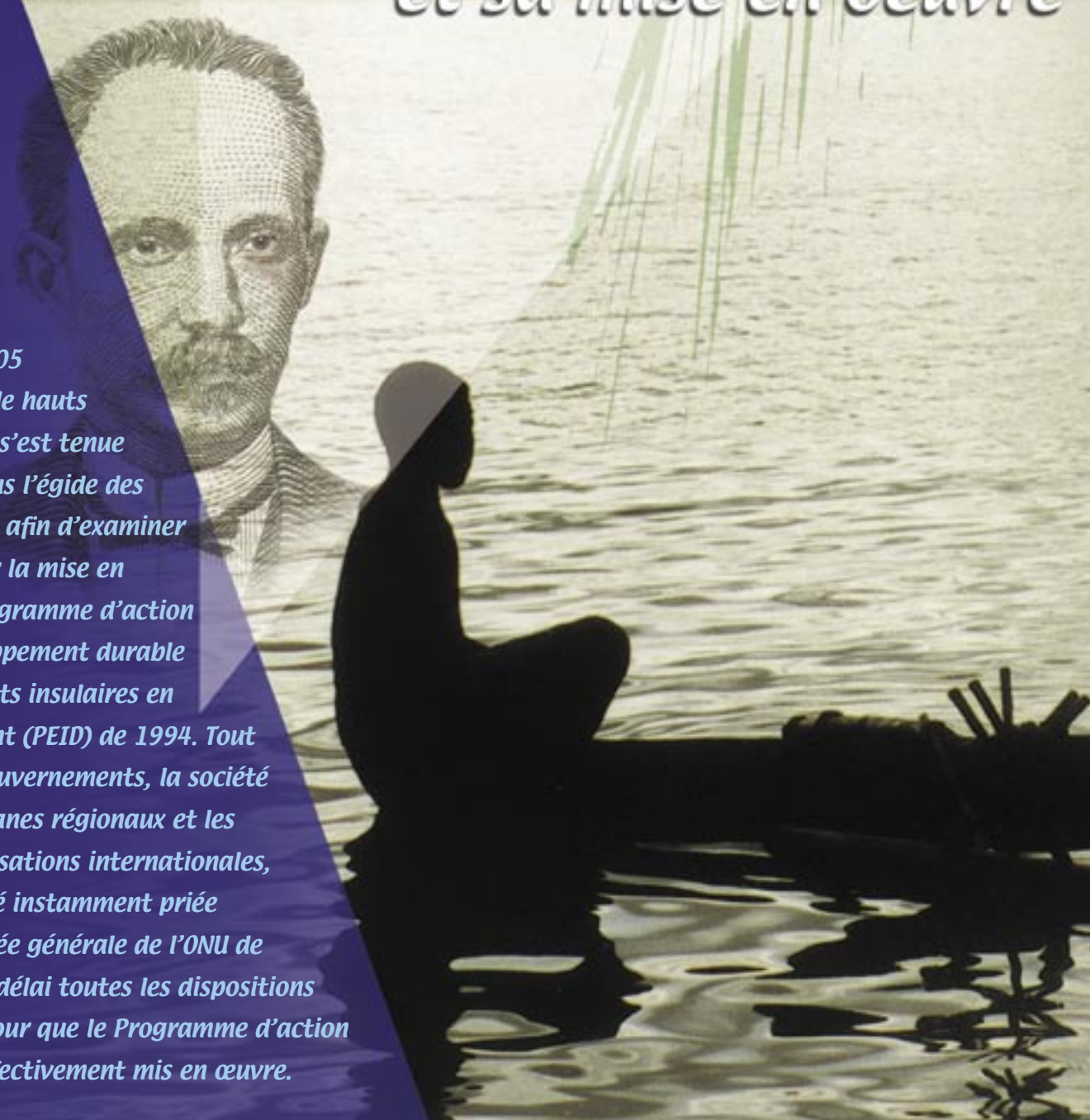


*Cap sur*  
**la Stratégie de Maurice**  
*et sa mise en oeuvre*



*En janvier 2005  
une réunion de hauts  
responsables s'est tenue  
à Maurice sous l'égide des  
Nations unies afin d'examiner  
et de préciser la mise en  
œuvre du Programme d'action  
sur le développement durable  
des petits États insulaires en  
développement (PEID) de 1994. Tout  
comme les gouvernements, la société  
civile, les organes régionaux et les  
autres organisations internationales,  
l'UNESCO a été instamment priée  
par l'Assemblée générale de l'ONU de  
prendre sans délai toutes les dispositions  
nécessaires pour que le Programme d'action  
révisé soit effectivement mis en œuvre.*

L'UNESCO a contribué de manière distinctive au processus de planification prospective pour l'examen approfondi du Programme d'action de la Barbade de 1994 (PAB) pour le développement durable des petits États insulaires en développement, ainsi qu'à la Réunion internationale des Nations unies à Maurice (10-14 janvier 2005), par diverses activités mettant en valeur la culture, la vision des jeunes pour la vie dans les îles, les communautés en action, la gestion de l'océan et des côtes, et le forum de la société civile. Cette contribution a été avalisée par une résolution (32C/Rés.48) adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2003.

Les principaux textes issus de la Réunion internationale de Maurice - un document de stratégie et une déclaration politique - demandent que soient entreprises des actions dans plusieurs domaines liés aux préoccupations, aux programmes et aux priorités de l'UNESCO. La Stratégie de Maurice s'appuie sur les acquis du PAB et les met à jour. Mais elle attire également l'attention sur plusieurs nouvelles priorités et sur des problèmes émergents tels que le VIH/SIDA, les technologies de l'information et de la communication, la culture, le commerce, la sécurité.

En mars 2005 une réunion intersectorielle d'information à l'intention des Délégués permanents et des Observateurs a été l'occasion, au sein de l'UNESCO, d'un échange de vues sur la Réunion internationale de Maurice et son suivi immédiat. L'un des points traités concernait le fait que, de par leur taille et leur diversité, les petites îles offrent des modèles de réactions rapides aux changements, qui peuvent être porteurs de leçons pour des pays continentaux plus vastes. Si les PEID constituent bien une entité géopolitique, il est toutefois de leur intérêt commun d'établir des liens avec d'autres territoires insulaires, comme l'ont fait certaines initiatives telles que Vision des jeunes pour la vie dans les îles ou encore La Voix des petites îles. En outre, des activités dans des domaines tels que le tourisme durable et les énergies renouvelables font partie des questions qui présentent un intérêt particulier pour les petites îles tout en ayant une portée bien plus large.

Par ailleurs, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, le 14 juillet, la résolution 59/311 sur le suivi de la Réunion internationale de Maurice, précisant entre autres le rôle des agences des Nations unies dans la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice.

Pour ce qui est de l'action future, l'UNESCO adopte une double orientation : en premier lieu, intégrer les besoins des PEID dans toutes les activités de l'Organisation, et en second lieu, renforcer l'approche holistique des conditions de vie et de développement durable des petites îles, grâce à des activités **intersectorielles** menées dans une perspective **intergénérationnelle** et **interrégionale**. Une attention particulière doit être accordée à des aspects trop souvent considérés comme marginaux, tels que la culture, les savoirs autochtones, la jeunesse ou les îles excentrées.

*La présente brochure donne un aperçu des premières activités de l'Organisation durant l'année 2005 en conformité avec la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice, avec un intérêt particulier pour celles entreprises et soutenues par les bureaux sur le terrain.*

## Stratégie de Maurice – Chapitres

- I Changement climatique et élévation du niveau de la mer
- II Catastrophes naturelles et environnementales
- III Gestion des déchets
- IV Ressources côtières et marines
- V Ressources en eau douce
- VI Ressources tirées de la terre
- VII Ressources en énergie
- VIII Ressources du tourisme
- IX Ressources de la biodiversité
- X Transports et communications
- XI Science et technologie
- XII Ne plus figurer sur la liste des pays les moins développés
- XIII Commerce : mondialisation et libéralisation des échanges
- XIV Développement durable des capacités, éducation en vue du développement durable
- XV Production et consommation durables
- XVI Environnements favorables au développement national et régional
- XVII Santé
- XVIII Gestion du savoir et de l'information en amont de la prise de décisions
- XIX Culture
- XX Mise en œuvre

Faire participer les jeunes aux activités du tourisme accès sur le patrimoine culturel dans le "de heart uh", hauts plateaux de la Barbade – l'un des projets de YouthPATH aux Caraïbes.

*On a beaucoup parlé de la situation particulièrement vulnérable des petits États insulaires en développement et des défis qui leur sont propres. Mais il faut aussi mettre l'accent sur les caractéristiques très positives des petites nations et communautés insulaires et sur ce qui fait leur force : leur extraordinaire capacité d'adaptation et d'innovation ; leur détermination et leur aptitude avérées à surmonter de multiples épreuves ; leur rôle particulier parce qu'elles sont l'un des avant-postes de la recherche d'un développement et d'un mode de vie durables, et leur souci de rester solidaires tout en chérissant leur diversité.*

Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, dans son allocution en session plénière de la Réunion internationale de Maurice, le 13 janvier 2005.

Nukunonu

Nouvelle Georgie

Haïti

Atafu  
Pompei  
Aitutaki

Utwe  
Singapour  
Chypre

Ambae

Praslin

San Andrés

Thulhadho

Gan

Eydhafushi

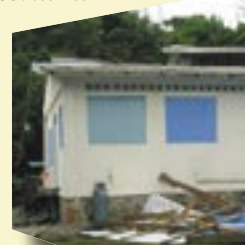
## Réduction de la pauvreté

L'un des projets qui contribuent aux Objectifs du Millénaire pour le développement est YouthPATH (Réduction de la pauvreté par le tourisme et le patrimoine). Il vise à former les jeunes à utiliser des compétences innovantes afin de créer des emplois durables en matière de tourisme sur les sites du patrimoine, emplois consistant en la protection de l'environnement et la sauvegarde du patrimoine. Des sites ont été créés dans six pays insulaires des Caraïbes, dont certains étaient des villages établis par des Africains libérés et rescapés de navires se livrant au commerce illégal des esclaves, d'autres sites autour de bâtiments de plantations sucrières historiques, ainsi que des villages amérindiens comprenant une plage de nidification des tortues de mer.

© UNESCO, Kingston.

## Des insulaires parlent de leurs soucis...

Parmi les projets transversaux de l'UNESCO, La Voix des petites îles offre au grand public des îles un "espace de parole". Toutes les deux semaines plus de 40 000 insulaires et autres personnes intéressées par les affaires des îles, mettent en commun leurs expériences sur des questions portant aussi bien sur l'environnement que sur le développement, la société, l'économie et la culture, par le biais d'un forum virtuel (hébergé par Scotland On Line). Ces derniers temps, les débats portaient sur les travaux de planification par les communautés dans un monde ébranlé par le tsunami, sur l'approvisionnement en eau et sa conservation, sur l'épargne en vue de l'avenir et sur les moyens de réagir devant la montée des prix du pétrole.



À Bequia, le toit du lieu de réunion de La Voix des petites îles est emporté par l'ouragan Emily le 14 juillet.

### ... et des dispositions à prendre

Au-delà des débats interrégionaux sur l'Internet, La Voix des petites îles apporte son soutien à des actions de développement durable au plan local par "Les communautés en action". Celles-ci encouragent les partenariats et les activités dans des domaines ayant trait, par exemple à la vision de la vie dans les îles et à la planification par les communautés à Palau et à San Andrés, ou à la gestion des déchets en Dominique, à Fidji, aux Maldives et aux Seychelles. La Voix des petites îles aide ainsi les insulaires à mettre en œuvre la Stratégie de Maurice. Une réunion interrégionale s'est tenue en juillet à Bequia (Saint-Vincent-et-les Grenadines) afin de poursuivre la planification des activités de ce type.

### ... souvent avec la jeunesse pour montrer la voie

Après la manifestation spéciale "Vision des jeunes pour la vie dans les îles" organisée à Maurice (9-13 janvier 2005) et où 94 jeunes insulaires s'étaient réunis pour confronter leurs points de vue sur le développement durable (avec le soutien de la Lighthouse Foundation et d'autres partenaires), des jeunes de 37 nations et territoires issus de petites îles s'emploient actuellement à concevoir et mettre en œuvre des projets concernant aussi bien les relations entre générations que l'usage des langues locales, la sensibilisation à l'environnement ou l'esprit d'entreprise des jeunes.

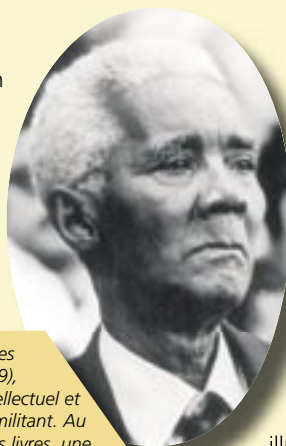
## Communiquer et informer

L'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et leur utilisation d'une part, et d'autre part la mise en place de centres communautaires multimédias, voilà deux axes d'action de la Stratégie de Maurice qui étaient déjà présents dans les programmes et les projets de l'Organisation. Le coût élevé de la connexion à l'Internet et les problèmes de diffusion des médias imprimés font partie des obstacles auxquels se heurtent les petites îles.

Le Programme international pour le développement de la communication joue un rôle primordial dans le développement des médias. En 2005, 19 nouveaux projets ont été approuvés pour les PEID, pour un total de 497 000 dollars. Ils portent par exemple sur la réforme de la loi sur les médias du Cap-Vert, l'appui à apporter au Centre communautaire multimédias Grenocoda de la Grenade, et sur l'amélioration de la qualité technique de l'émission de documentaires télévisés "The Pacific Way".

## Faire face au VIH/SIDA

Aux Caraïbes, le bureau de l'UNESCO à Kingston (Jamaïque) joue un rôle de premier plan, afin de permettre au secteur de l'éducation dans la région de renforcer son action devant la pandémie du VIH/SIDA, en étroite collaboration avec l'University of the West Indies et autres établissements régionaux. Dans le cadre du Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA, une discussion sur l'Internet et un portail didactique ont été mis en place par et pour les jeunes des Caraïbes. Des représentants de mouvements de jeunesse de huit pays des Caraïbes se sont rencontrés à Trinité-et-Tobago en avril afin de créer le site. Un accord de partenariat a été signé avec l'Agence allemande de coopération technique pour assurer un soutien continu au portail. Le bureau de Kingston donne des informations complémentaires sur l'éducation relative au VIH/SIDA dans le rapport qu'il publie chaque trimestre.



C.L.R. James (1901-1989), écrivain, intellectuel et politologue militant. Au nombre de ses livres, une étude historique faisant autorité sur la Révolution haïtienne et un ouvrage pionnier sur le jeu de cricket (*Beyond a Boundary*).

Photo: Bibliothèque nationale de la Jamaïque, tirée du tome 5 (The Caribbean in the Twentieth Century, 2004) de la collection de l'UNESCO "General History of the Caribbean".

## Consigner la Mémoire du monde

En juin 2005 le "Fondo José Martí Pérez" de Cuba et la collection C.L.R. James de Trinité-et-Tobago ont été, entre autres, inscrits au fonds documentaire du registre Mémoire du monde de l'UNESCO, conformément aux recommandations d'un comité consultatif international. Le programme et le registre Mémoire du monde ont été créés afin de sauvegarder et de valoriser le patrimoine documentaire, la Mémoire du monde, qui illustre la diversité des langues, des peuples et des cultures. Ils sont nés de la prise de conscience que cette mémoire est fragile et qu'une partie importante de son matériel documentaire se perd chaque jour.

## Culture

Partout dans le monde il y a une prise de conscience de plus en plus grande de l'importance intrinsèque des cultures locales qui sous-tendent l'ensemble du processus de développement. Dans le cas précis des petites îles, cela s'est traduit par la présence - à l'initiative de l'UNESCO - d'un panel consacré au Rôle de la culture dans le développement durable des PEID pendant l'assemblée plénière de la Réunion internationale de Maurice.

En participant à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice, l'Organisation s'appuie sur la panoplie d'instruments normatifs qu'elle a mis au point : promotion du pluralisme culturel et du dialogue interculturel, protection du patrimoine culturel matériel et immatériel, création d'entreprises culturelles.

Les petits pays insulaires sont encouragés à ratifier la Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Maurice, les Seychelles et Dominique font partie des États membres qui l'ont ratifiée). Deux réunions régionales ont été organisées à cet effet en février 2005 pour les États du Pacifique et les États des Caraïbes. À remarquer également que les deux premières Proclamations de chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité comprennent des chefs-d'œuvre de Cuba, de la République dominicaine, de la Jamaïque, de Tonga et de Vanuatu.

La mise en place de politiques culturelles est encouragée et soutenue : c'est le cas par exemple d'un projet en cours aux Comores ; des partenariats entre musées sont en cours de création entre pays insulaires de l'océan Indien grâce au bureau de l'UNESCO à Dar-es-Salaam (Tanzanie).

L'exposition itinérante "Devoir de mémoire : le triomphe sur l'esclavage" poursuit sa tournée en 2005 au Cap-Vert, à Maurice, en Jamaïque et à la Barbade.

La mise en place d'un éventuel site transfrontalier entre sites de l'océan Indien de la Route de l'esclave fait l'objet d'une assistance préliminaire. Une mallette "Notre patrimoine du Pacifique" a été préparée afin d'intégrer dans le cursus scolaire l'éducation relative au patrimoine mondial. À sa 29<sup>ème</sup> session, en juillet, le Comité du patrimoine mondial a approuvé un programme spécifique destiné à renforcer les activités et les projets du Patrimoine mondial dans les PEID. Dans cet esprit, un atelier régional tenu en septembre à Port Vila (Vanuatu) a passé en revue les thèmes et les sites du patrimoine culturel du Pacifique dans leurs aspects thématiques et transfrontaliers.

Les industries culturelles (cinéma, musique, édition, etc.) bénéficient de l'appui de l'Alliance globale pour la diversité culturelle, qui incite à respecter les droits de la propriété intellectuelle et encourage les partenariats entre secteurs public et privé. Des projets de "Réduction de la pauvreté par la création d'emplois" sont mis en œuvre à Fidji et à la Trinité-et-Tobago (en collaboration avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, et avec l'Organisation internationale du travail) ; des projets similaires se développent à Cuba, en Haïti et en Jamaïque.

## Sur les cultures insulaires

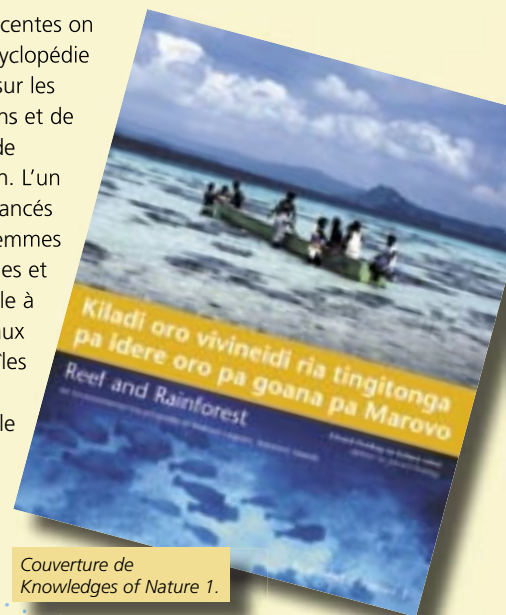
**Nous adoptons l'attitude de consommateurs parce que nous n'avons pas reconnu comme productifs les domaines de notre propre créativité. Ainsi ne pouvons-nous toujours pas considérer les industries culturelles comme des alternatives valables aux industries traditionnelles défaillantes. Pourtant, les plus modestes de nos concitoyens peuvent créer les produits culturels les plus remarquables en s'inspirant de leur identité et des systèmes du savoir traditionnel, qui ne craignent aucune concurrence dans le monde entier. Le plus jeune enfant de Jamaïque ou des Caraïbes peut entrer en compétition même avec Whitney Houston et bien s'en tirer, car sur le plan de la culture nous ne sommes certainement pas un "tiers-monde". Nous n'avons même pas réussi à reconnaître la valeur des systèmes "informels" inventés par notre peuple dans sa lutte pour la survie, et nous ne les avons pas inscrits dans les systèmes de connaissances que nous avons reçus en héritage de l'étranger, pour les honorer dans nos systèmes éducatifs.**

*Sydney Bartley, Directeur de la culture au ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la culture de Jamaïque, dans son allocution devant le Panel d'assemblée plénière sur "Le rôle de la culture dans le développement durable des PEID", pendant la Réunion internationale de Maurice, 11 janvier 2005.*

## Le savoir traditionnel

Dans de nombreux pays insulaires le savoir local et autochtone constitue une part importante de la culture. Parmi les projets en cours d'exécution dans le Pacifique on peut citer l'élaboration d'un CD-ROM et d'un didacticiel sur la recherche et le partage des connaissances traditionnelles en matière de navigation (*The Canoe is the People*), la rédaction d'une loi type sur le savoir détenu par les communautés, et un schéma pilote pour intégrer le savoir local au cursus des écoles et des collèges de Palau, des îles Salomon et de Vanuatu.

Parmi les publications récentes on trouve en 2005 une encyclopédie bilingue du savoir local sur les milieux de récifs coralliens et de forêt pluviale du lagon de Marovo aux îles Salomon. L'un des projets récemment lancés porte sur le savoir des femmes sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle à Maurice, à la Réunion, aux îles Rodrigues et autres îles de l'océan Indien. Ces travaux sont pilotés par le projet transversal sur les Systèmes de savoirs locaux et autochtones.



Couverture de Knowledges of Nature 1.

## Réagir après le tsunami de l'océan Indien

Vers le milieu des années 1960 la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI) était au centre des opérations pour l'établissement d'un Centre international d'information sur les tsunamis à Hawaï afin d'améliorer les possibilités d'alerte préventive aux tsunamis dans toutes les nations du Pacifique. L'expérience acquise depuis dans le Pacifique a permis d'envisager la création d'un mécanisme comparable dans l'océan Indien, après les effets catastrophiques du tsunami du 26 décembre 2004.

À la suite des discussions officieuses et officielles qui ont eu lieu entre les pays de la région, des organisations régionales et internationales et d'autres partenaires, le Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets pour l'océan Indien a été effectivement lancé en juin 2005 avec la mise en place d'un Groupe intergouvernemental de coordination par la 23<sup>ème</sup> session de l'Assemblée de la COI. En août les besoins en matière de technique et de science ont été examinés par le Groupe à sa première réunion, tenue à Perth (Australie). Ont été évalués les analyses techniques concernant par exemple la collecte et l'échange des données sismiques, la mesure du niveau de la mer et la pression au fond de l'océan, la modélisation et la prévision des tsunamis, l'élaboration de scénarios, les alarmes et les alertes, le transfert et la viabilité de la technologie. Le Groupe de coordination devra, en sa deuxième réunion d'Hyderabad (Inde), en décembre, évaluer les capacités nationales des pays de l'océan Indien à faire face aux tsunamis. Le système, qui devrait être effectivement opérationnel d'ici juillet 2006 se composera d'un réseau coordonné de systèmes nationaux dont les installations sont possédées et gérées par les États membres dans lesquels ils se situent ou qui en assument la responsabilité.



Instrumentation de détection des tsunamis.

© NOAA

En élargissant le champ géographique, la 23<sup>ème</sup> session de l'Assemblée de la COI a adopté des résolutions en vue de créer des systèmes d'alerte comparables pour les tsunamis et autres risques côtiers dans les Caraïbes et les régions adjacentes, ainsi que dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et ses mers annexes.

## Ressources en eau douce

La contribution de l'UNESCO à la conception d'approches intégrées en vue d'une bonne gestion de l'eau dans les PEID passe essentiellement par le Programme hydrologique international qui, dans leur cas, met l'accent sur les recherches de terrain et les activités de formation. Dans le Pacifique, en étroite coopération avec les organismes régionaux et les agences de financement, les activités centralisées par le bureau de l'UNESCO à Apia (Samoa) visent à engager les communautés locales et autochtones à gérer les ressources en eau, à organiser des partenariats et à soutenir un programme régional de formation d'une durée de trois ans à l'intention des gestionnaires des ressources en eau. L'état d'avancement du projet est décrit dans un bulletin périodique (Pacific Partnership Initiative on Sustainable Water Management) publié par la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (SOPAC). Le numéro d'août 2005 par exemple rend compte d'un stage de formation pour des techniciens en hydrologie de 13 pays insulaires du Pacifique, organisé à Fidji en avril, sur l'hydrologie des eaux de surface et souterraines. Le troisième Dialogue interaméricain sur la gestion intégrée de l'eau se tiendra à Montego Bay (Jamaïque) en octobre, les contributions de l'UNESCO étant canalisées par son bureau de Montevideo (Uruguay).



Analyse de la qualité de l'eau par le projet Sandwatch.

© Gillian Cambers, UNESCO-SIV

## Ressources de la biodiversité

Les deux premières réserves de biosphère dans des pays insulaires du Pacifique ont été avalisées en juin 2005 par le bureau du programme l'Homme et la biosphère : il s'agit d'Utwe dans les États fédérés de Micronésie, et de Ngaremeduu à Palau. Dans les deux cas les efforts portent sur les approches communautaires à l'égard de la protection et du développement durable des écosystèmes côtiers-marins et des terres de l'intérieur. Avec ces deux nouvelles réserves dans le Pacifique, le Réseau mondial des réserves de la biosphère compte maintenant 482 sites de 102 pays.



## Renforcer les capacités

Les PEID ont un rôle particulier à jouer dans la Décennie pour l'Éducation en vue du Développement durable, comme l'explique l'un des dossiers préparés dans le cadre de la Décennie. Il s'agit de la contribution que les PEID sont en mesure d'apporter à la communauté mondiale en donnant l'exemple d'un mode d'existence durable dans les îles, à savoir un modèle d'existence compatible avec la notion de viabilité. Une stratégie d'éducation en vue du développement durable a été rédigée pour la région Asie et Pacifique, assortie d'une analyse conjoncturelle de 15 PEID du Pacifique, diffusée en juin 2005 par le bureau de l'UNESCO à Bangkok (Thaïlande). Pour la région des Caraïbes, une consultation et une conférence auront lieu en octobre, organisées par le bureau de Kingston avec d'autres partenaires.

Parmi les autres contributions au renforcement des capacités dans les régions de PEID on peut citer des initiatives comme l'Éducation pour tous, la coopération avec le tout nouveau Consortium des universités des PEID et le réseau des Écoles associées (ASPNet), avec ses activités telles que: Projet éducatif du réseau sur la traîte négrière, Sandwatch et Tous égaux dans la diversité. Sandwatch, qui est né il y a quelques années dans les Caraïbes d'une initiative d'ASPNet et de La Voix des petites îles, encourage les étudiants des îles, avec le soutien des enseignants et des communautés locales, à effectuer une analyse critique des problèmes et des litiges propres à l'environnement de leurs plages, et de mettre au point des méthodes viables pour résoudre ces problèmes. Avec d'importantes opérations de mesure et d'observation sur le terrain, Sandwatch vise à rendre vivante la science, tout en conservant un caractère interdisciplinaire dans ses applications, qui vont de la biologie à la menuiserie, de la poésie aux mathématiques. "Introduction to Sandwatch: an educational tool for sustainable development" a été publié en septembre.

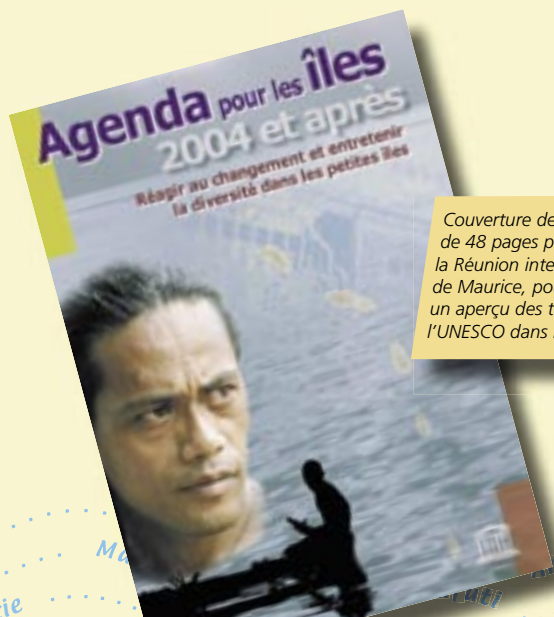
Un programme visant à renforcer les capacités de collecte et de diffusion des statistiques a été lancé dans la région du Pacifique par l'Institut de statistiques de l'UNESCO. Les activités des instituts et des centres d'éducation de l'UNESCO prévoient des stages intensifs de formation, comme celui qui s'est tenu à Sainte-Lucie en septembre sur la réforme et la gouvernance de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, sous les auspices de l'Institut international de planification de l'éducation.

## Programme de participation

Le Programme de participation de l'UNESCO apporte une assistance financière (y compris en cas d'urgence) à des initiatives prises par les États membres ou des États associés, selon des priorités fixées par les pays eux-mêmes. Si le montant des aides attribuées à chacun des projets reste modeste à l'échelle internationale, elles s'avèrent importantes et utiles pour de petits pays. Au cours de la biennale 2004-2005 plus de 3,7 millions de dollars ont été alloués à plus de 200 projets dans les PEID. Dans l'ensemble, les projets financés au titre du Programme de participation touchent un grand nombre de cibles visées par le Programme d'action des PEID. On peut s'attendre à ce qu'un grand nombre des prochaines demandes en provenance de ces pays entrent dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice.

### PANORAMA DE QUELQUES PROJETS EN COURS DANS LES PEID EN 2005

- Antilles néerlandaises.** Préparation à la vie sociale et développement de la personnalité pour adolescents
- Aruba.** "Buki di Referencia", collection de livres de référence pour enfants
- Bahamas.** Exposition au Musée Pompey consacré à l'esclavage et à l'émancipation
- Bahreïn.** Politiques d'enseignement et de formation aux métiers du commerce
- Barbade.** Formation à la surveillance et à la gestion des récifs coralliens
- Cap-Vert.** Numérisation des transmissions radiophoniques
- Chypre.** Création et mise en service d'une Université ouverte
- Comores.** Exposition itinérante du patrimoine
- Cuba.** Création d'une unité multimédias pour l'application des nouvelles technologies de l'information
- Dominique.** Mobilisation de la jeunesse pour la gestion des catastrophes et la sécurité hydrique
- Fidji.** Renforcement des compétences des professeurs de science
- Grenade.** Mise en valeur de la plage Duquesne et des sites du patrimoine environnants
- Haïti.** Aide d'urgence aux infrastructures après inondations
- Îles Cook.** Sauvegarde du patrimoine oral
- Îles Marshall.** Formation professionnelle générale de jeunes en danger
- Îles Salomon.** Renaissance de la langue
- Îles Vierges britanniques.** Enseignement des capacités juridiques
- Jamaïque.** Formation à la vie pratique de collégiens déscolarisés et retardés
- Malte.** Protection du "Domus" romain
- Maurice.** Cours de préparation aux métiers du commerce
- Micronésie (États fédérés de).** Publication de "Mej,Mej: The Mwokilloa Book"
- Nioué.** Renforcement des ressources culturelles et linguistiques
- Palau.** Création de l'Herbarium de Palau
- Papouasie-Nouvelle-Guinée.** Station de radio communautaire de South Simbu
- République dominicaine.** Jeu interactif sur la planète Terre pour le Musée des enfants
- Saint-Kitts-et-Nevis.** Instruction civique pour les enfants
- Sainte-Lucie.** Formation et atelier sur la documentation dans les Caraïbes
- Saint-Vincent-et-les Grenadines.** Promouvoir l'éducation permanente
- Samoa.** Manuels bilingues pour écoles Samoanes
- Seychelles.** Aide d'urgence à la reconstruction de Male
- Timor-Leste.** Formation à la production de documentaires radiophoniques
- Tokélaou.** Étude de faisabilité sur la connexion à l'Internet et le téléenseignement
- Tonga.** Préparation aux catastrophes naturelles pour les écoliers du primaire
- Trinité-et-Tobago.** Évaluation des systèmes aquifères des bassins versants
- Tuvalu.** Élaboration d'une politique culturelle
- Vanuatu.** Recherches sur les langues autochtones



Couverture de la brochure de 48 pages préparée pour la Réunion internationale de Maurice, pour donner un aperçu des travaux de l'UNESCO dans les PEID.

### Pour en savoir davantage, s'adresser au:

Point focal pour les PEID/Mise en œuvre de la Stratégie de Maurice  
Plate-forme des régions côtières et des petites îles (CSI)  
UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris Cédex 15, France  
sids@unesco.org  
<http://www.unesco.org/en/sids>

La version électronique de cette brochure, avec de nombreux liens interactifs, est disponible sur:  
<http://www.unesco.org/csi/B10/msibroch-fr.htm>

© UNESCO, septembre 2005

SC-2005/WS/48

### Couverture:

Portrait du poète et libérateur cubain José Martí Pérez (1853-1895) dont les écrits ont été inscrits en juin 2005 au registre Mémoire du monde de l'UNESCO.

Silhouette en canoë, Vanuatu. © Francis Hickey.